

ARRET

n° 11/RC/2015
du 19 novembre 2015

COMPOSITION DE LA COUR

PRESIDENT : Saturnin AVOGNON

CONSEILERS : Nicolas Pierre BIAO
Isabelle Josette SAGBOHAN

GREFFIER : Christophe Franklin CHEOU

**SOCIETE PETROLIN TRADING
LIMITED**

**SOCIETE PIC NETWORK
LIMITED**

**SOCIETE PIC INTERNATIONAL
SA**

Me Cyrille Y. DJIKUI et Me Saturnin AGBANI

C/

**ETAT BENINOIS représenté
par l'AJT**

Me Rafiou PARAÏSO et Me SALAMI Ibrahim

**SOCIETE BOLLORE AFRICA
LOGISTICS**

Me Gilbert ATINDEHOU et Me Maximin CAKPO ASSOGBA

SOCIETE PETROLIN TRADING LIMITED
SOCIETE PIC NETWORK LIMITED
SOCIETE PIC INTERNATIONAL SA

C/

ETAT BENINOIS représenté par l'AJT
SOCIETE BOLLORE AFRICA LOGISTICS

LA COUR

PARCES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en référé civil, en
appel et en dernier ressort :

OBJET : Annulation d'ordonnance.

En la forme :

Déclare recevable l'appel de la Société PETROLIN TRADING
LIMITED, de la Société PIC NETWORK LIMITED et de la Société
PIC INTERNATIONAL SA ;

Au fond :

Annule l'ordonnance n° 013/14/3^{ème} CH. Réf. Civ du 20 octobre
2014 rendue par la troisième chambre de référé civil du Tribunal
de Première Instance de Cotonou en toutes ses dispositions ;

Evoquant et statuant à nouveau :

Se déclare compétente ;

DECISION ATTAQUEE : Ordonnance
n° 013/14/3^{ème} CH. Réf. Civ du 20
octobre 2014 du Tribunal de
Première Instance de Première
Classe de Cotonou.



Dit que les travaux entrepris par BOLLORE AFRICA LOGISTICS et les agissements de l'Etat béninois sont constitutifs de voie de fait ;

Ordonne la cessation par BOLLORE AFRICA LOGISTICS de tous travaux entrepris sur le site de l'OCBN à Cotonou, sous astreinte de cent millions (100.000.000) de francs CFA par jour de résistance ;

Ordonne tant à l'Etat béninois qu'à la Société BOLLORE AFRICA LOGISTICS de s'abstenir de tous travaux sur les composantes du projet « Epine Dorsale » également sous astreinte de cent millions (100.000.000) de francs CFA par jour de résistance ;

Ordonne l'exécution provisoire sur minute, avant enregistrement de la présente décision nonobstant toutes voies de recours ;

Déboute l'Etat béninois et la Société BOLLORE AFRICA LOGISTICS de toutes leurs demandes, fins et conclusions ;

Condamne la Société BOLLORE AFRICA LOGISTICS et l'Etat béninois aux dépens.

*Pour extrait certifié conforme,
Cotonou, le 19 novembre 2015*

Le Greffier en Chef,



Prosper Bienvenu DJOSSOU

Document exclusif de La Lettre du Continent
publié sur Africain.com le 20 novembre 2015